

# Evaluation Multisectorielle des Besoins (MSNA)

## Accès aux services

Janvier 2026 | Haïti

### Messages Clés

- Les **barrières financières** semblent avoir un impact important, surtout en **milieu urbain**, sur l'accès à plusieurs services de base, y compris la **santé, la santé reproductive, l'eau et l'éducation**. Des **dépenses élevées** ont été rapportées par environ un quart des ménages pour accéder aux services de santé et d'eau en milieu urbain. En outre, plus de trois quarts des ménages avec des enfants n'ayant pas pu fréquenter l'école au cours de l'année scolaire 2024-2025 ont cité l'impossibilité de payer les coûts éducatifs comme barrière principale.
- En **milieu rural**, ce sont des **barrières physiques** qui limitent l'accès aux services. Une grande proportion de ménages en milieu rural met plus d'une heure pour accéder aux **points d'eau ou aux services de soins** les plus proches.
- Environ la moitié de la population** ne dispose pas d'**infrastructures sanitaires améliorées**. La situation est encore plus préoccupante en **milieu rural**, où **près de deux tiers** des ménages sont privés d'installations adéquates, compromettant la **santé publique, la dignité et les conditions de vie**.
- Les difficultés d'accès aux services de santé** touchent en particulier le département du **Sud-Est**. Un tiers des ménages qui ont cherché à obtenir des soins de santé dans les trois derniers mois n'ont pas pu y accéder, mettant ainsi en **péril l'état d'une frange importante de la population**.
- L'accès aux **services de justice, aux services financiers et à l'assistance humanitaire** est aussi fortement compromis dans certaines parties du pays.

**56%** des individus dans le **Sud-Est** n'ont pas pu obtenir des soins de santé lorsqu'ils en ont ressenti le besoin.

**30%** des enfants à **Cité Soleil** n'ont pas fréquenté l'école au cours de l'année scolaire 2024-2025.

**39%** des ménages dans la **Grand'Anse** n'ont pas accès aux installations sanitaires.

### Contexte

En 2025, le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) a estimé à 6 millions le nombre de personnes ayant des [besoins humanitaires en 2025](#) en Haïti. L'augmentation croissante du nombre de personnes dans le besoin traduit les défis auxquels font face les Haïtiens, notamment la persistance de la violence, l'instabilité politique et sociale, et l'exposition aux aléas climatiques. Les violences perpétrées par les groupes armés ont provoqué le déplacement massif de citoyens et contribué à plonger près de la moitié de la population haïtienne dans une [insécurité alimentaire aiguë](#).

Face à ces complications et pour une meilleure compréhension de la crise, la collecte de données pertinentes demeure une priorité essentielle. Elle permet aux acteurs humanitaires de mieux comprendre l'ensemble des besoins essentiels des ménages, y compris leurs problèmes **d'accès aux services** et de formuler des réponses plus adaptées et efficaces.

### APERCU DE L'ÉVALUATION

Afin de répondre à une évolution constante du contexte socio-politique et humanitaire dans le pays, REACH, sous le mandat du Groupe de Travail Inter-Secteur, du Groupe de Travail de Gestion de l'Information, et avec l'approbation de l'Equipe Humanitaire Pays (EHP), facilite pour la quatrième fois en Haïti une MSNA afin d'informer, entre autres, le Cycle de Programmation Humanitaire (HPC) pour 2026.

#### MÉTHODOLOGIE:

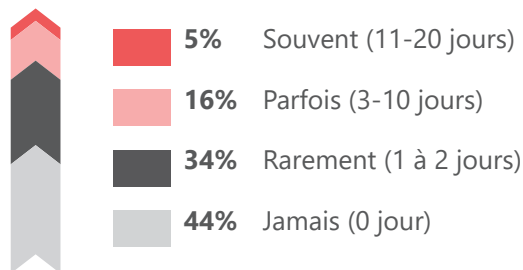
La collecte de données auprès des ménages s'est déroulée du 27 juin au 04 août 2025 et s'est faite auprès de 3139 ménages dans 10 départements. Les entretiens ont été effectués en personne avec un outil quantitatif. L'enquête MSNA a utilisé une approche d'échantillonnage probabiliste en grappes stratifiées en deux étapes, avec sélection aléatoire (GIS) des ménages de la population générale.

# EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

## ACCÈS À L'EAU

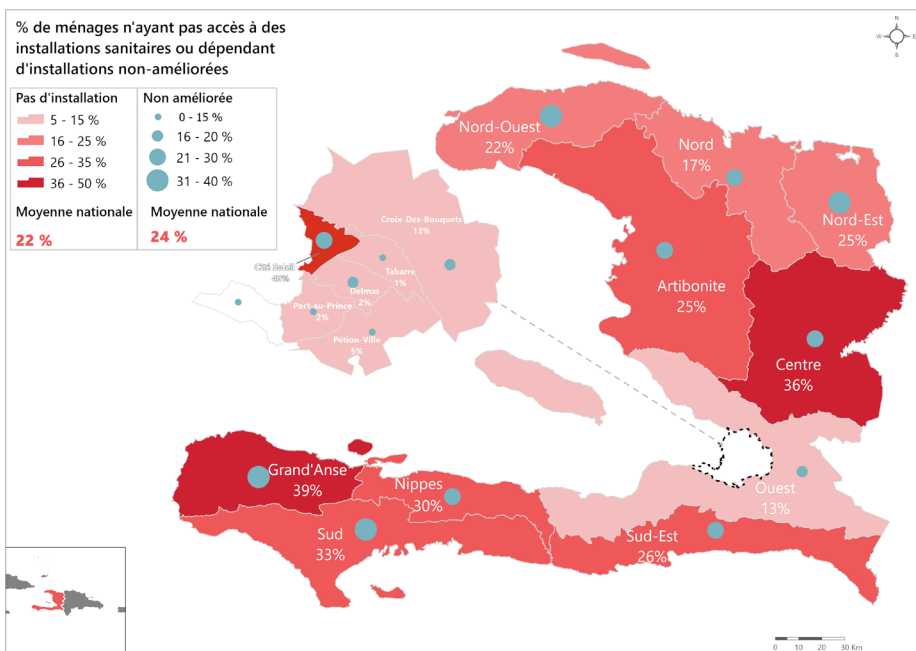
**71%** des ménages ont accès à une **source d'eau potable améliorée**

Fréquence à laquelle il n'y a pas eu suffisamment d'eau de boisson au cours des 30 jours précédant la collecte, % de ménages

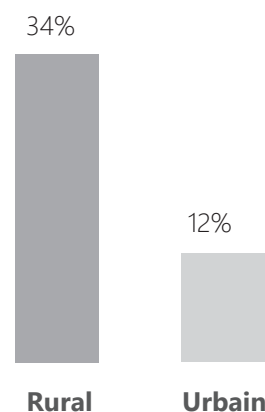


Les barrières pour accéder à une quantité suffisante d'eau rapportées par les ménages concernent avant tout l'**éloignement des points d'eau** (19%), une difficulté particulièrement marquée en **milieu rural** (27%). Effectivement, plus d'un quart (26%) des ménages ruraux et 30% des ménages au niveau du Nord-Ouest ont rapporté devoir consacrer au moins une heure pour aller chercher de l'eau. Au contraire, dans **les zones urbaines, le coût élevé de l'eau** constitue la principale contrainte : 22% des ménages urbains dépensent plus de 5% de leurs revenus pour l'eau, une proportion atteignant 12% dans la ZMPAP et 34% dans la commune de Cité Soleil. En conséquence, **des ménages ont rapporté avoir eu recours à au moins une stratégie d'adaptation en raison d'un accès insuffisant à l'eau.**

## ACCÈS AUX INFRASTRUCTURES SANITAIRES



% de ménage sans accès à une installation sanitaire



**45%**

de ménages à Cité Soleil n'ont pas d'installations sanitaires, contre 7% au niveau de la ZMPAP.

Le **manque d'installations sanitaires** apparaît plus prononcé dans les **zones rurales**, ainsi que dans certaines zones spécifiques, dont notamment **Cité Soleil, la Grand'Anse et le Centre**. Par ailleurs, lorsque des installations sont disponibles, 16% des ménages dont 31% dans le Nord-Ouest ont indiqué que **les installations sanitaires ne sont pas hygiéniques**. De même, près d'un quart des ménages ayant

accès à des installations sanitaires ont déclaré **les partager avec des personnes extérieures à leur ménage**. Cette proportion est plus élevée en **milieu urbain**, notamment dans la ZMPAP (33%), et atteint des niveaux particulièrement élevés dans la commune de **Port-au-Prince** (42%), ainsi que parmi les **ménages déplacés dans la ZMPAP** (56%). Enfin, 16% des ménages ont signalé **des risques**

**de protection liés à l'utilisation des installations sanitaires**. Par exemple, dans le **Nord** et à **Carrefour**, 21% et 23% des ménages, respectivement, ont mentionné **l'absence de séparation par genre** comme un obstacle à l'accès. De façon plus préoccupante, dans **l'Artibonite** et le **Centre**, 5% et 11% des ménages ont indiqué qu'il est **dangereux de se rendre aux installations sanitaires**.

## HYGIÈNE

**55%**

des ménages ont **un endroit pour se laver des mains** au sein de leur ménage.

50% observés et 5% rapportés au moment de l'enquête

**28%**

des ménages ont **de l'eau** dans un endroit au sein du ménage où ils lavent les mains.

26% observés et 2% rapportés au moment de l'enquête

**35%**

des ménages ont du **savon** dans un endroit au sein du ménage où ils lavent les mains.

33% observés et 2% rapportés au moment de l'enquête

29% des ménages (dont, 41% dans la ZMPAP) ont rapporté que les produits menstruels trop chers, comme problème d'accès et 10% estiment qu'ils ne sont pas de qualité.

## ÉDUCATION

Pour creuser davantage les résultats d'Éducation, veuillez consulter le tableau de bord « Education in emergencies » global sur l'Éducation en situations d'urgence, qui offre un aperçu de la situation en matière d'éducation dans les contextes de crise en s'appuyant sur les informations recueillies auprès des ménages via la MSNA en 2025.

### TAUX DE SCOLARISATION

# 84%

d'enfants de 3 à 18 ans ont fréquenté l'école ou un programme d'éducation de la petite enfance à un moment ou à un autre de l'année scolaire 2024-2025.

pour les garçons



# 83%

pour les filles



# 85%

### BARRIÈRES À L'ÉDUCATION

**Barrières principales les plus rapportées, par % d'enfants non-scolarisés<sup>1</sup>**

# 71%

l'impossibilité de payer les coûts directs de l'éducation (par exemple, les frais de scolarité, les fournitures, le transport).

# 4%

le handicap ou les problèmes de santé de l'enfant.

Bien que la barrière financière demeure la raison de non-scolarisation le plus souvent rapportée, d'autres barrières ont été mises en évidence dans certains départements. Par exemple, dans le département du **Centre**, où le taux de scolarisation atteint 80%, 11% des enfants sont non-scolarisés en raison d'un **âge trop jeune**. Des problèmes liés au **handicap ou à l'état de santé** ont été rapportés pour 16% des enfants comme un frein dans la **Grand'Anse**.

### PERTUBATION À L'ÉDUCATION<sup>2</sup>

**Raisons de perturbations de l'éducation des enfants de 3 à 18 ans durant l'année scolaire 2024-2025, par % d'enfants**

Absence d'enseignants	34%		Fréquemment rapportée au niveau d' <b>Artibonite</b> (61%), du <b>Centre</b> (50%), du <b>Nord-Ouest</b> (46%) et du <b>Sud</b> (42%)
Aléas naturels <sup>3</sup>	10%		Fréquemment rapportée au niveau du <b>Sud</b> (15%) et de l' <b>Ouest</b> (10%)
Attaques directes contre l'éducation <sup>4</sup>	5%		Fréquemment rapportée au niveau du <b>Centre</b> (9%) et de l' <b>Ouest</b> (13%)
Utilisation des écoles comme abri par des personnes déplacées	4%		Fréquemment rapportée au niveau du <b>Centre</b> (10%) et de l' <b>Ouest</b> (7%)

### Au niveau de la ZMPAP:

# 36%

des enfants à **Port-au-Prince** ont eu leur éducation perturbée par **les attaques directes contre l'éducation<sup>4</sup>** durant l'année scolaire 2024-2025 contre 15% au niveau de la ZMPAP et 5% sur le plan national. Cependant dans la commune de **Croix des bouquets**, 35% des enfants ont eu leur éducation perturbée par **l'absence d'enseignants** pour l'année scolaire écoulée. À Cité soleil, 43% ont rapporté **les aléas naturels<sup>3</sup>** contre 8% au niveau de la ZMPAP et 10% au niveau national.

### SUGGESTIONS POUR AMÉLIORER L'ACCÈS À L'ÉDUCATION

**Top 3 suggestions pour l'amélioration de l'éducation dans la communauté, par % de ménages**

**1** Ouvrir plus d'écoles (58%)

**2** Fournir de l'argent pour les dépenses liées à l'école ou pour compenser le revenu que l'enfant pourrait gagner en travaillant (30%)

**3** Fournir des fournitures scolaires et du matériel pédagogique aux écoles ou directement aux élèves (15%)

# 27%

des ménages au niveau de la **ZMPAP** ont suggéré **d'améliorer la sécurité à l'intérieur et sur le chemin de l'école** pour un accès à l'éducation dans leur communauté.

49% de ménages dans le **Nord** ont suggéré une **éducation et une formation technique et professionnelle** alors que dans les **Nippes**, 39% ont souhaité **l'augmentation du montant et/ou de la régularité de la rémunération des enseignants**.

1 Rapportée parmi les chefs de ménage des enfants qui n'ont pas fréquenté l'école ou un programme d'éducation de la petite enfance à un moment quelconque de l'année scolaire 2024-2025,

2 Rapportée parmi les chefs de ménage des enfants qui ont fréquenté l'école ou un programme d'éducation pendant l'année scolaire 2024-2025,

3 Tels que les inondations, les cyclones, la sécheresse, les incendies de forêt ou les tremblements de terre.

4 Telles que l'occupation de l'école par des forces armées ou des groupes armés non étatiques ou l'école victime d'attaques au moyen de munitions, d'incendie, de vol ou de pillage.

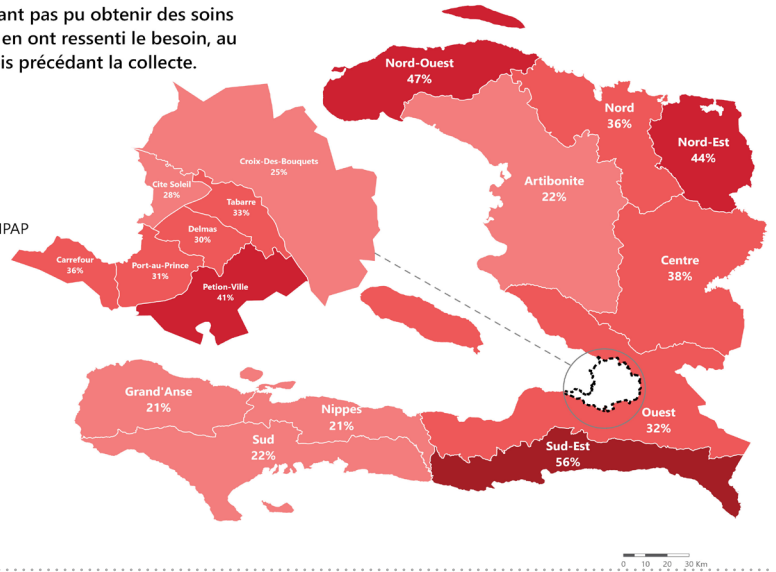
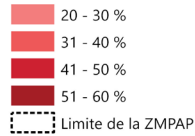
## ACCÈS AUX SERVICES DE SOINS

# 33%

des individus, parmi les 29% ayant ressenti un besoin en santé, ont indiqué que **ce besoin n'a pas été comblé** au cours des 3 mois précédant la collecte de données

Les taux d'individus ayant rapporté avoir eu des besoins de santé sont les plus élevés à **Croix-des-Bouquets (50%), Port-au-Prince (40%), et Tabarre (40%)**.

% d'individus n'ayant pas pu obtenir des soins de santé lorsqu'ils en ont ressenti le besoin, au cours des trois mois précédant la collecte.



## BARRIÈRES D'ACCÈS

Types d'obstacles rapportés pour accéder aux soins de santé, par % de ménages

	National	Milieux Ruraux	Milieux Urbains
Barrière financières <sup>1</sup>	33%	30%	36%
Barrières physiques <sup>2</sup>	20%	31%	10%

En **milieu rural**, les **barrières physiques**, telles que l'éloignement des structures de santé, limitent l'accès aux soins. Ceci est reflété dans le **temps de trajet vers les centres de soins** : 38% des ménages en **milieu rural** prennent en moyenne **plus d'une heure** pour y accéder, contre 8% en **milieu urbain**. D'ailleurs, les **barrières financières** entravent ou découragent l'accès aux soins, d'autant plus dans les **zones urbaines**. Compte tenu des obstacles financiers signalés parmi les ménages ayant des besoins de santé non satisfaits, il paraît que **le coût des soins constitue un frein majeur à l'accès**. Ceci pourrait également avoir un effet sur la recherche même de soins médicaux dans les milieux urbains. Effectivement, 20% des individus ayant eu un besoin de santé au cours des trois

Impossibilité de payer le coût du traitement **43%**  
Tous les ménages **23%**

Impossibilité de payer le coût de la consultation **45%**  
Tous les ménages **22%**

■ Ménages avec au moins un membre ayant un besoin de santé non-satisfait  
■ Tous les ménages

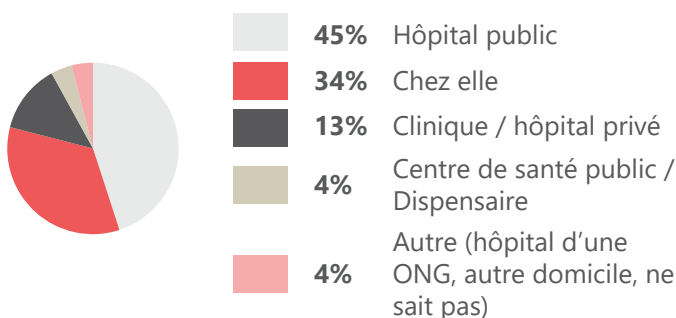
mois précédant la collecte en **milieu urbain**, contre 13% en **milieu rural** n'ont **pas cherché de soins de santé**. Ce taux atteint 26% **dans la ZMPAP**.

### Zoom sur le Sud-Est

Avec un taux de **besoins de santé non satisfaits atteignant 56%**, le Sud-Est représente le département où l'accès aux services de soins est le plus sévèrement restreint. Les barrières physiques semblent y jouer un rôle déterminant. En **milieu rural**, 9% des ménages ont déclaré devoir parcourir **plus de 3 heures pour atteindre l'infrastructure de santé** la plus proche. De plus, 59% des femmes ont indiqué avoir **accouché à domicile**.

## SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

% de femmes en âge de procréer (15-49 ans) ayant eu un accouchement au cours des deux années précédentes, par lieu d'accouchement



**Des taux élevés d'accouchement à domicile persistent**, surtout en **milieu rural**, où 43% des femmes ayant accouché ont rapporté l'avoir fait à domicile. Les **préférences culturelles** ainsi que les **barrières financières et physiques** pourraient expliquer ces pratiques, en particulier dans les zones rurales. En effet, 27% des femmes en **milieu rural** n'ont pas été accouchées dans un établissement de santé, contre 11% en **milieu urbain** qui ont cité la **préférence pour l'accouchement à domicile**. Cependant, en **milieu urbain**, la raison la plus souvent rapportée est **l'incapacité à payer les frais liés à l'accouchement** (46%).

1 Impossibilité de payer le coût de la consultation, Impossibilité de payer le coût du traitement, Impossibilité de payer le transport jusqu'à l'établissement de santé

2 Pas d'établissement de santé fonctionnel à proximité, L'établissement de santé est trop éloigné, Pas de moyen de transport

## CASH ET MARCHÉS

### ACCÈS AUX MARCHÉS

Top 3 difficultés éprouvées à se rendre aux marchés, par % de ménages

Le marché est trop loin pour y accéder régulièrement	14%	
Le transport pour se rendre au marché est trop cher	7%	
Les routes menant au marché sont endommagées	4%	

**23%** des ménages ont rapporté **des difficultés d'accès au marché.**

Bien que les barrières d'accès aux marchés ne soient largement rapportées à l'échelle nationale, certaines zones rencontrent des difficultés spécifiques. Dans la **ZMPAP**, 12% des ménages ont rapporté que **l'insécurité ou le danger lors des déplacements vers et depuis le marché** constituait une barrière à l'accès. De plus, dans la commune de **Tabarre**, 27% des ménages ont signalé **l'endommagement des marchés** comme un obstacle majeur.

### ACCÈS AUX SERVICES FINANCIERS

Top 3 prestataires de service financier accessible, par % de ménages

Agents d'argent mobile (MonCASH, Natcash, etc)	81%
Services Formels de transfert d'argent (Western Union, etc.)	39%
Groupes d'épargne informels gérés par les membres (Banques villageoises, AVEC / associations villageoises d'épargne et de crédit, MUSO / mutuelles de solidarités)	19%

Les **zones rurales** (15%) ainsi que les départements du **Centre** (19%), **de la Grand'Anse** (20%) et **des Nippes** (18%) font face à un **manque plus important de prestataires de services financiers**. À l'inverse, les ménages de la **ZMPAP** semblent bénéficier d'un meilleur accès aux **institutions financières formelles**, telles que les banques (32%) et les services formels de transfert d'argent (72%). En outre, dans le département du **Nord** (24%) et dans la commune de **Tabarre** (15%), les **prêteurs sur gage** semblent comme un service financier plus fréquent.

## PROTECTION

### ACCÈS À LA JUSTICE

**69%**

des ménages parmi les **18%** ayant rapporté un besoin en assistance juridique ont indiqué **faire face à des obstacles pour accéder au système judiciaire.**

Le besoin d'assistance juridique est plus élevé dans la **ZMPAP** (30%) en particulier dans la commune de **Tabarre** (53%) où 45% des ménages ont évoqué un besoin lié à l'obtention de documents d'identité. Au niveau national, parmi les 18% de ménages évoquant un tel besoin, les barrières les plus souvent rapportées sont **le manque de services disponibles** (27%) et les **contraintes financières** (27%) suivies par le **manque de documentation civile** (18%).

## REDEVABILITÉ

### ACCÈS À L'AIDE HUMANITAIRE

**6%**

des ménages ont rapporté avoir **reçu de l'assistance** lors des 12 mois précédant la collecte. Parmi eux, **57%** ont reçu de l'assistance pour la dernière fois **plus de 3 mois avant la collecte de données.**

Top 3 obstacles d'accès à l'aide humanitaire, par % de ménages

Manque d'informations sur les services disponibles et la manière d'accéder à l'aide	32%
Manque d'assistance disponible ou de ressources de la part des prestataires	9%
Exclusion basée sur l'affiliation/le groupe social/le favoritisme	8%

### TÉLÉCOMMUNICATIONS

Globalement, 95% des ménages disposent **d'une couverture de réseau mobile**, bien que cette proportion diminue à 84% dans le **Sud-Est**. La plupart des ménages (65%) ont accès à une **couverture pour les appels, les SMS et l'internet** tandis que près d'un tiers (29%) n'ont accès qu'aux appels et aux SMS. Les deux principaux opérateurs téléphoniques à l'échelle nationale sont: Digicel,

majoritairement rapporté dans le Grand Sud et l'Ouest et Natcom, davantage présent dans le Grand Nord, le Centre et l'Artibonite. En ce qui concerne les obstacles à l'accès à l'internet, 36% des ménages ont rapporté **le manque de ressources financières pour l'achat de forfaits de données**, une contrainte plus marquée en **milieu urbain** (40%).

## Méthodologie

En coopération avec les secteurs, groupes de coordination et autres acteurs humanitaires, REACH a réalisé [l'évaluation multisectorielle auprès des ménages](#) (MSNA) ayant couvert l'ensemble du territoire haïtien. Au total, 3139 ménages ont participé à l'enquête.

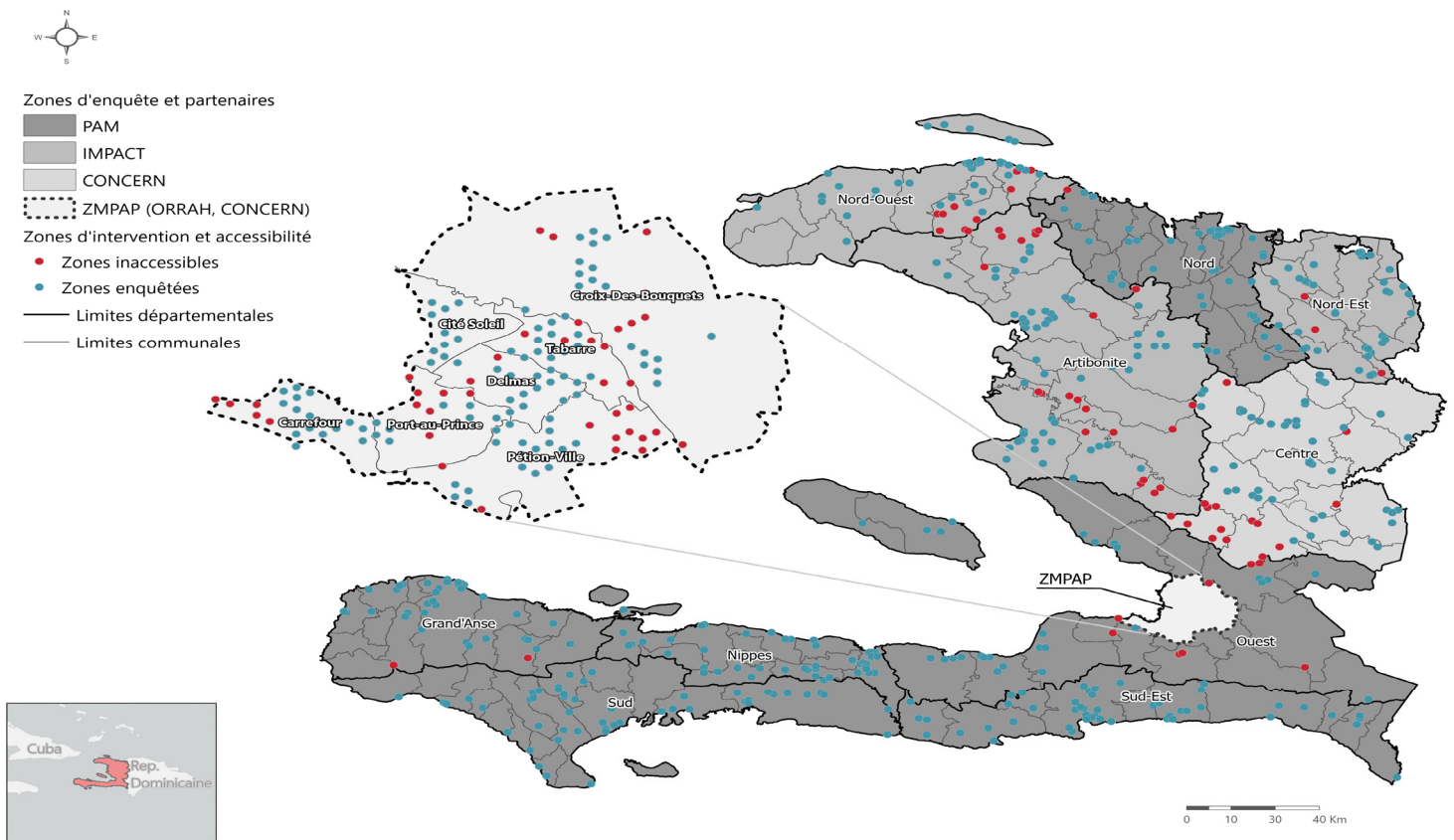
L'évaluation est construite sur la base d'un échantillonnage à deux étapes stratifié par grappes en appliquant un niveau de confiance de 90%, une marge d'erreur de 10 %, ainsi qu'un tampon de 10%. Les résultats de cette enquête quantitative sont représentatifs à l'échelle des départements, des zones urbaines et rurales. Pour plus d'informations, veuillez consulter [le dashboard montrant les résultats de la MSNA 2025](#).

## Limites de l'enquête

Les principales limites de cette évaluation sont :

- L'exclusion de certaines zones de l'échantillonnage, à cause de contraintes d'accès sécuritaire. Ceci implique que l'échantillon pour certaines strates n'a pas pu être complété, et les résultats correspondant doivent être considérés comme indicatifs. C'est le cas du département Ouest-Rural (103/128).
- Le fait que certains sujets abordés lors de la collecte de données sont considérés comme sensibles (protection, hygiène menstruelle ou encore santé mentale). Les résultats correspondant peuvent avoir été sous-rapportés par les répondants.
- Le fait que les entretiens sont menés uniquement avec les chefs de ménage. Ceux-ci peuvent ne pas avoir une vision précise de la situation de tous les autres membres du ménage. Par exemple, ils peuvent ne pas connaître les besoins spécifiques de chaque membre, en particulier si ceux-ci sont adultes et indépendants.

## Couverture géographique



## A PROPOS DE REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences.

REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : [www.reach-initiative.org](http://www.reach-initiative.org) et nous suivre sur Twitter : @REACH\_info.